



L'avocat-politicien a présidé ce samedi 6 mai, le meeting d'installation du bureau régional Centre I. Au cours de ce grand rendez-vous qui a connu la présence de milliers de camerounais, Maurice Kamto a prononcé un discours qui restera sûrement dans les annales de l'histoire de la vie politique du Cameroun.

Ci-dessous, le discours complet de Maurice Kamto :

*« Militants et Sympathisants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun,
Chers Compatriotes de tout bord politique,
Mesdames Messieurs,*

En mémoire des nombreux compatriotes, célèbres et anonymes qu'il ne m'est pas possible d'énumérer ici, qui ont été arrachés à la vie par la barbarie des agents de l'Etat, ou par des époux violents qui propagent le féminicide, ou des malfrats cruels sur les routes et dans les quartiers, ces criminels dépourvus de toute humanité qui sèment la désolation et le deuil dans les familles et dans notre pays, je vous prie d'observer avec moi une minute de silence.

Mes chers Amis,

Ce 06 mai 2023 est et restera un jour mémorable dans l'histoire de notre parti et du Cameroun.

En effet, pour la première fois depuis sa création dans l'adversité en 2012, le MRC tient un meeting public dans la ville de Yaoundé, en dehors des périodes de campagne électorale, et en accord avec les pouvoirs publics. A cet égard, je voudrais relever pour m'en féliciter l'attitude républicaine de M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Yaoundé VI qui a délivré au Comité d'organisation de ce meeting, le récépissé de déclaration de manifestation publique prévu par la loi, et dont vous avez entendu la lecture, et ce, sans tracasseries et autres manœuvres auxquelles nous sommes habituées. A ce commis de l'Etat je voudrais exprimer en votre nom, du haut de cette tribune, toute notre appréciation. Nous voudrions voir dans cette attitude de l'autorité administrative le signe positif de la normalisation du traitement du MRC dans la sphère publique de notre pays. Notre parti en effet, demande simplement à être traité comme les autres partis politiques, sans discrimination, sans diabolisation, dans le respect des lois de la République.

Je voudrais saluer ensuite la présence en ce lieu des nombreuses forces de sécurité. Cette présence nous rassure et les honore. Comme à Bafoussam, Nkongsamba, Douala, ces forces de sécurité constateront que nous ne sommes pas là aujourd'hui pour des marches, car quand nous voulons marcher nous l'annonçons, indiquons l'itinéraire et en informons toujours les autorités et le peuple camerounais.

Que celles de ces forces de sécurité qui sont chargées du renseignement rendent fidèlement compte du déroulement de ce moment de communion avec nos militants et tous nos autres compatriotes. Je l'ai dit à plusieurs reprises, et je saisis l'occasion de ce meeting au siège des Institutions de la République pour réaffirmer que nous ne sommes en conflit ni avec l'administration, ni avec les forces de défense et de sécurité, car nous aspirons à diriger le pays et nous ne pourrions le faire qu'avec elles. On ne doit pas confondre notre volonté inébranlable d'user quand c'est nécessaire des moyens pacifiques de la lutte politique, tels que les marches déclarées, avec le désir irresponsable de trouble gratuit de l'ordre public.

En outre, je voudrais féliciter chaleureusement les militants et sympathisants du MRC de la Fédération régionale du Centre 1 en général et le Comité d'organisation de ce beau meeting, avec en tête le Secrétaire de la Fédération régionale élu, M. Eric NJABON, pour l'abnégation et le courage dont ils ont fait preuve dans la mobilisation, afin de faire de ce moment meeting un moment exceptionnel. Je sais qu'ils ont travaillé dans l'adversité. Ils ont d'autant plus de mérite qu'il n'est jamais facile de réussir quand on a des adversaires intrépides dans ses propres rangs.

Je voudrais féliciter enfin, tout aussi chaleureusement, au nom du Directoire du MRC, toutes les équipes nouvellement élues, des bureaux des Unités au bureau régional, en passant par les bureaux communaux et départementaux. J'adresse toute ma sympathie et mes encouragements aux camarades des listes qui n'ont pas connu le succès cette fois-ci, et qui pour autant ne cherchent pas à mettre le désordre dans le parti dans le Centre 1; qu'ils sachent qu'ils ne sont pas moins méritants, et que le parti compte pleinement sur eux comme sur ceux qui ont gagné les élections pour être toujours plus fort et prêt pour engranger les victoires futures.

Car, comme j'ai eu à le dire, n'oubliez pas, le parti n'est pas la propriété de ceux qui ont gagné les élections. Les vainqueurs doivent savoir rassembler, être des animateurs ouverts,

tolérants, à l'écoute de tous les militants. C'est pourquoi j'engage tous les responsables des organes de base élus à ouvrir grands leurs bras aux Amis politiques dont les listes de candidatures ont perdu le scrutin à l'issue de la compétition électorale. Le Directoire de notre parti y attache le plus grand prix.

Je saisis cette occasion pour rappeler ce que j'ai dit ailleurs : le fait d'occuper tel ou tel poste au sein d'un organe de base du parti ne donne pas automatiquement le droit d'être le candidat du parti à telle ou telle élection étatique ; les investitures de nos candidats se feront par des instances désignées à cette fin par le parti, en fonction de la capacité des uns et des autres à nous ramener la victoire. Car quels que soient ceux qui gagneront, c'est le parti tout entier et chacun de ses militants qui auront gagné.

Les élections sont désormais derrière nous. Il faut savoir tourner la page. Le renouvellement des organes de base nous donne l'occasion d'un nouveau départ de notre parti dans cette Région politique, qui épouse en gros le territoire de la capitale de notre pays. Ce nouveau départ doit se faire dans la confiance et le respect mutuel entre militants, membres de la grande famille MRC. Vous devez développer plus que par le passé l'implantation de notre parti dans tous les coins et recoins du Centre 1 et dans toutes les couches de la population. Vous devez travailler de concert avec ELECAM pour amplifier la nouvelle dynamique d'inscriptions massives des populations sur les listes électorales. Le changement dans la paix et par les urnes qui est l'option intangible de notre parti, ne peut advenir sans les électeurs. A travers le vote, c'est chaque citoyen camerounais en âge de voter qui détient le pouvoir de changement. Ce ne peut être l'affaire d'une seule personne, quelle que puisse être l'étendue de son sacrifice individuel.

Au moment où nous sommes réunis ici, notre pays poursuit sa descente aux enfers. Chaque fois nous croyons avoir touché le fond, mais chez nous il n'y a pas de fond ; c'est une chute inexorable vers le néant. Et je ne force pas les mots.

Sur le plan de la sécurité des citoyens et du pays en général, depuis notre meeting d'installation du Bureau régional élu du parti dans le Littoral 1 en décembre 2022, il y a eu l'assassinat odieux, dans des conditions particulièrement atroces de notre compatriote, le journaliste Martinez ZOGO, dont on nous dit qu'on a arrêté les complices de sa torture, mais pas les auteurs de son assassinat ; et je demande est-ce à dire que Martinez ZOGO n'est pas mort, et qu'il a seulement été torturé ? Sa mort choquante, puisqu'il est bien mort et qu'on nous a montré sa dépouille, a été suivie de celle non moins horrible du père Jean-Jacques OLA BEBE, dont on ignore tout de l'éventuelle enquête. Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest des Camerounais, militaires et civils continuent de perdre la vie dans une guerre insensée qu'on aurait pu éviter et à laquelle on doit mettre un terme sans plus tarder. Dans la Région de l'Extrême-Nord, la reprise des attaques terroristes de Boko Haram sème à nouveau la mort et la désolation, en particulier parmi nos pauvres populations abandonnées à elles-mêmes. Je n'ai jamais pu m'accommoder de ces tragédies face auxquelles le pouvoir en place donne l'impression à la fois d'impuissance, d'indifférence ou de complaisance.

Sur le plan social, la vie écrase les Camerounais. J'avais prévenu qu'après l'euphorie de la CAN en 2022, nous reviendrions à la réalité brutale et ardue dans laquelle nous a plongé le

régime en place. Depuis lors nous subissons les affres de la vie chère. Tenez par exemple, en un an:

- 3 bobolos qui coutaient 450 F coûtent maintenant 1000 F à Mbankomo ;
- Le litre d'huile de palme raffiné Mayor de 1100 F à 1600 F ;
- le litre d'huile de palme brut est passé de 800 F à 1100 F ;
- le litre d'huile de soja oilio de 1500 F à 3000 F ;
- le kg de riz basique de 350 F à 450 F ;
- le kg de riz parfumé de 1000 F à 1500 F ;
- le kg de viande de 2700 F à 3000 F
- le kg de maquereau de 1300 F à 1800 f voire 2000 F ;
- le litre d'essence de 620 F à 730 F ;
- le litre de gazole de 575 F à 720 F.

Ce n'est là qu'un échantillon. Chers époux, avant de gronder nos épouses au sujet de la qualité et même de la quantité des repas, faisons d'abord un tour au marché. Certes, il y a eu – enfin pourrait-on dire -, une augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG). Mais c'est à une augmentation générale des salaires que l'Etat doit procéder afin de permettre aux ménages camerounais de gagner un peu de pouvoir d'achat.

Dans les maisons, les robinets d'eau crachent quelques fois une boue rougeâtre, sinon la plupart du temps ils sont à sec, cependant que la Sanaga s'écoule gratuitement vers la mer. L'électricité fait plus que jamais le yoyo en dépit des promesses faites il y a environ 10 ans, que le calvaire sera fini avec la construction des barrages. Les barrages ont été construits et l'électricité reste pour beaucoup de Camerounais, jusqu'ici même au cœur de la capitale un rêve inaccessible pour sortir des lampes tempêtes.

Les agressions de la misère se propagent dans les villes et les villages. Et je ne vous parlerai même pas de la situation dans les structures de santé et dans les établissements scolaires où s'est installée la débauche de nos enfants, qui s'adonnent à la drogue et la pornographie. C'est le mirage de la vie facile véhiculé par ceux et celles qui se nomment influenceurs et influenceuses.

Sur le plan de la gestion des ressources publiques, il y a eu les détournements massifs des milliards de FCFA alloués à l'organisation de la CAN 2019-2022 qui s'est soldé par des stades inachevés et les projets initiaux de complexes sportifs abandonnés, le pillage des fonds affectés à la lutte contre la COVID-19 mis en lumière par la Chambre des Comptes de la Cour suprême, c'est-à-dire des moyens financiers et matériels devant servir à la protection de la santé publique et de la vie des Camerounais, engloutis par des criminels insatiables. Et alors qu'on était encore abasourdis devant autant d'inhumanité, la justice britannique nous a annoncé la corruption à coups de milliards de FCFA de responsables à la SNH et à la SONARA par la société suisse GLENCORE. Or dans ces affaires que la presse a baptisées CANGATE, COVIDGATE et GLENCOREGATE nul n'a été inquiété à ce jour. Dans le cas de GLENCORE, l'Etat du Cameroun par son inaction en tant que victime devient complice du pillage des ressources du peuple camerounais, contribuant ainsi à salir l'image de notre pays et à dissuader de potentiels investisseurs étrangers de venir au Cameroun.

Mais ceux qui prétendent diriger le pays n'en ont cure. Les scandales s'enchaînent et à des prolongements jusque dans les pays voisins. L'affaire SAVANNAH ENERGY montre le niveau

d'effondrement de notre pays, où même la Présidence de la République, c'est-à-dire là où se trouve le cœur battant de l'Etat, est devenue le lieu des pratiques de type maffieuses et des comportements les plus sordides. Une génération de dirigeants impréparés et avides, dépourvus de conscience nationale et d'idéal patriotique a transformé la Cameroun, comme qui dirait, en une « République de copains et de coquins ».

J'ai beaucoup de respect pour l'âge canonique du Président de la République en fonction. J'ai dit en 2018 et en diverses autres occasions que si j'étais Président de ce pays, si on n'avait pas volé ma victoire et que j'avais accédé à la magistrature suprême, rien ne lui arriverait, à lui et à sa famille. Et je le redis ici, si je suis Président, rien ne lui arrivera. Je suis le seul dirigeant politique à avoir pris cet engagement et un des rares à pouvoir lui donner cette garantie, parce je sais pouvoir expliquer aux Camerounais pourquoi il est bon de le ménager et de le protéger.

Je ne puis cependant m'empêcher de dire que la responsabilité de ce désastre lui incombe. Il a refusé obstinément de faire ce que les Camerounais attendaient de lui pour lui rendre tous les honneurs auxquels il aspire en dépit des échecs accumulés le long de son long règne., à savoir organiser une alternance démocratique dans la paix au Cameroun, avec la garantie de son autorité de patriarche de la nation. Sa candidature à l'élection présidentielle de 2011 était déjà de trop. Je ne parle pas de celle de 2018 et de sa confiscation du pouvoir en dépit de son échec électoral.

Ce fut une catastrophe pour le pays, car en 2018, en effet, il montrait déjà des signes patents de grande fatigue et un certain désintérêt pour l'exercice du pouvoir au quotidien, comme le montre bien la délégation permanente de signature au Secrétaire General de la Présidence de la République, sans limitation d'objet ni de durée, par le décret n° 2019/043 du 5 février 2019, qui constitue une violation flagrante de la Constitution de notre pays. Pourquoi s'était-il porté candidat à l'élection présidentielle de 2018 pour transférer ainsi le pouvoir à une personnalité non élue par le peuple camerounais, trois mois seulement après son élection et sa prestation de serment ?

Sur le plan de la construction de la Nation, des entrepreneurs de la haine étouffent le pays. Ils ont souvent fait des études, parfois même de très longues études, mais n'ont ramené en guise de diplômes que la haine de l'autre et les machettes. Ils tribalisent la fortune, la joie comme ils tribalisent la douleur, le crime. Il s'agit d'une coterie en échec d'elle-même, qui allume entre les Camerounais des incendies qu'ils seraient incapables d'éteindre. Je leur dis :

Laissez les Camerounais vivre leur fraternité fondamentale, socio-historique dans l'entremêlement des origines, des itinéraires et des lignées, dans le bonheur comme dans le malheur. Ils n'ont pas besoin de vous pour s'entraider dans les quartiers, pour souffrir et mourir dans la misère de l'abandon d'une élite prédatrice.

Laissez les Camerounais respirer la brise d'espoir que fait souffler le MRC sur la scène publique de notre pays, offrant depuis bien longtemps une chance réelle à une alternance pacifique portée par notre peuple établi dans toutes les régions et de toutes les croyances religieuses et spirituelles, à travers les urnes ; ce peuple qui veut s'ouvrir après une longue hibernation les perspectives d'un progrès partagé dans un pays remis en orbite pour son développement global et son rayonnement international.

Pourquoi ceux qui ont hérité ainsi du pouvoir ne prennent-ils pas à bras le corps les graves problèmes qui minent le Cameroun ? Dans leur ambition de formaliser la conquête anticonstitutionnelle du pouvoir suprême, ils ont ciblé, diabolisé, terrorisé, traumatisé, bref tout mis en œuvre pour détruire le MRC en essayant d'éloigner les Camerounais de notre parti.

Pendant trois ans ils ont cherché à dissuader les courageux militants et sympathisants de notre vaillant parti par des arrestations arbitraires répétitives, la torture et autres traitements inhumains et dégradants de centaines d'entre eux, l'emprisonnement à des peines iniques prononcées par des magistrats haineux, déchaînés, militants assumés du parti au pouvoir en violation du Statut spécial de la Magistrature, croyant arriver leur heure de gloire forgée sur le malheur de compatriotes dont le seul crime est d'avoir formulé des revendications citoyennes et de bon sens, dans la paix et le respect de la loi, à savoir la fin du conflit armé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la lumière sur la gestion des fonds alloués à l'organisation de la CAN et la réforme consensuelle du code électoral.

Au fait, n'avons-nous pas tous appris par les autorités canadiennes que le Gouvernement camerounais avait engagé des discussions avec les représentants des groupes sécessionnistes avec la facilitation du Canada ? N'avons-nous pas appris que des procédures seraient en cours au Tribunal Criminel Spécial sur les malversations commises dans la gestion des fonds de la CAN ? N'avons-nous pas vu la plus haute instance d'ELECAM demander aux démembrements locaux de cet organisme public de lui faire tenir leurs propositions d'amélioration du code électoral ?

Alors qu'on nous dise pourquoi des centaines de militants du MRC ont été pris en otage par le régime en place à travers son appareil répressif, sécuritaire et judiciaire. Pourquoi a-t-il fallu que le jeune Rodrigue NDAGUEHO KOUFET paie de sa vie des revendications légitimes dont le pouvoir reconnaît lui-même le bienfondé à travers les actes que je viens d'évoquer ? Pourquoi quelque 62 de nos vaillants patriotes, dignes des héros de notre histoire, sont-ils maintenus en otage, dans des prisons infectes ?

Le Groupe de Travail sur la Détention Arbitraire des Nations Unies a rendu un Avis le 1er septembre 2022 sur les cas de nos militants en détention, dans lequel il déclare que leur détention arbitraire et illégale, n'aurait jamais dû avoir lieu et demande leur libération immédiate. Le GTDA est un organe prévu par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, ratifié par le Cameroun en 1984. Ses Avis engagent donc notre pays. Leur mise en œuvre par les Etats parties au Pacte n'est pas liée à la question de savoir s'ils sont contraignants ou pas. Le Cameroun doit appliquer l'Avis du 1er septembre rendu après une procédure contradictoire l'impliquant, dès lors qu'il est partie au Pacte de 1966 qui s'impose à lui et que le GTDA est un organe dudit Pacte.

Au nom de tous les militants et sympathisants de notre parti, de nombreux compatriotes et étrangers compatissants, j'adresse à chacun de nos Amis politiques toujours Otages du régime et à sa famille, notre message de soutien indéfectible, de solidarité et de compassion dans l'épreuve qu'ils endurent avec courage et dans la dignité.

Rien ne peut briser la détermination collective d'un peuple. La dictature s'installe, se maintient et prospère là où la société n'est qu'une masse humaine formée d'individus atomisés,

dépourvus d'idéal commun, de valeurs communes, d'aspirations partagées. Notre libération, notre émancipation de la peur, notre volonté de vouloir dépend de notre capacité à nous penser et à agir comme un être collectif.

Laissez les Camerounais rêver ensemble d'un pays nouveau, dans la fraternité républicaine et l'amour inconditionnel de leur patrie. Ensemble avec nos compatriotes des régions anglophones nous mettrons sans tarder un terme à la guerre fratricide qui dévaste ces régions, et trouverons dans le cadre de la Nation une solution idoine aux problèmes qui ont conduit aux armes. A cet égard, notre option pour le Fédéralisme comme mode d'organisation du Cameroun nouveau est sans équivoque.

Laissez les Camerounais mettre leurs immenses talents ensemble pour bâtir une nation forte. Dans cette perspective nous gardons nos bras grands ouverts à tous nos compatriotes sans exclusive, qui partagent notre vision pour le redressement du pays et la Renaissance nationale. Je réitère ici que nul ne sera mis à l'écart s'il ne se met lui-même à l'écart.

Je vois que nous savons où nous allons. Et puisque nous savons où nous allons, nous ne devons pas avoir peur parce que des personnes pourraient nous abandonner en cours de route ; car si des personnes nous abandonnaient, elles ne changeraient pas pour autant notre destination. Elles auront juste atteint leur terminus sur le chemin qui mène à notre destination ; alors nous devons continuer notre route. Tous ceux qui sont avec nous n'ont pas forcément la mission de nous mener à bon port ; il y a des tronçons de la route que nous ferons avec quelques personnes seulement, celles qui sont convaincues et déterminées ; d'autres tronçons que nous ferons en compagnie d'une foule immense ; l'essentiel c'est de savoir où nous allons. Ne nous laissons pas distraire en ne confondons une pause et un stop.

Nous naviguons dans une mer agitée. Les temps sont incertains. Tout peut arriver à tout moment, c'est pourquoi nous devons être prêts dès à présent, quels que soient les adversaires que notre parti aura à affronter. Les échéances qui s'annoncent, et qui pourraient intervenir cette année même, en 2024 ou aux dates officielles de 2025 marqueront un tournant décisif pour notre pays. Nous ne pouvons pas nous permettre de les rater.

C'est fort de votre patriotisme, votre abnégation pour la cause pour laquelle nous nous sommes tous sacrifiés depuis plus de dix ans que j'ai confiance que cette fois-ci nous accomplirons avec tous nos compatriotes mobilisés autour de notre doctrine du CHANGEMENT DANS LA PAIX ET PAR LES URNES, l'alternance que notre peuple espère depuis l'indépendance. C'est dans le Centre 1 que nous devons semer les graines de notre victoire prochaine. Les équipes nouvellement élues dans la cette région connaissent donc le défi et l'ampleur de leur tâche herculéenne.

SUR CE, JE DECLARE INSTALLE LE BUREAU DE LA FEDERATION REGIONALE DU MRC DANS LA REGION DU CENTRE 1, SOUS L'AUTORITE DU SECRETAIRE DE LA FEDERATION REGIONALE, DR NJABON Eric.